

Annexe 1 :

Nos priorités locales

Plusieurs réunions ont permis de faire une analyse approfondie des besoins du territoire, de discuter de la méthodologie et de la gouvernance, et de définir les premiers objectifs et cadres d'action. Ces réunions ont jeté les bases d'une réflexion stratégique collective qui doit maintenant se concrétiser par des actions innovantes répondant aux objectifs fixés. Une coproduction des acteurs (associations, bailleurs sociaux, services déconcentrés de l'Etat, Collectivités Territoriales, CAF, ARS, clubs des entreprises, Conseil Citoyen, jeunes, parents) a été mise en œuvre dans le cadre de tables rondes « world café » afin de définir les actions « innovantes et ambitieuses » pouvant être déployées dans le contexte de la Cité Educative.

- **Développer l'interconnaissance entre professionnels, partager les ressources, dispositifs et actions existantes pour favoriser la continuité éducative.**

Un constat :

L'offre scolaire est assez dense dans les quartiers concernés, entre les maternelles, élémentaires, primaires, collèges et lycées de la Cité Éducative, mais les relations entre ces établissements demeurent inégales selon leur situation géographique et la disponibilité personnelle et professionnelle de leurs responsables et enseignants. De son côté, le tissu associatif local est puissant, mais fonctionne lui-même en silo.

Des enjeux :

Ainsi, tous ces professionnels ne s'identifient pas bien, travaillent peu ensemble, méconnaissent les ressources éducatives qu'offre leur territoire et se trouvent dans l'incapacité de se représenter le jeune dans sa globalité.

Des besoins :

- Manque d'échanges entre les partenaires intervenant auprès d'un même enfant ;
- Nécessité de pouvoir partager entre professionnels pour disposer d'une vision globale de l'enfant (aptitudes et difficultés) influant sur son comportement dans ses différents espaces de vie ;

- Interconnaissance disparate et limitée entre professionnels du même territoire, limitant les possibilités d'agir ensemble, y compris au sein d'un même champ d'intervention (exemple du domaine de l'orientation et de l'insertion) ;
- Méconnaissance des dispositifs existants et des actions limitées par les uns et les autres, comme de leur succès ou insuccès ;
- Un individualisme structurel conduisant les différents acteurs à agir sans se soucier de ce que font les autres acteurs de leur côté ;
- Des effets de concurrence et des doublons, par manque de coordination avec nécessité de mutualiser certaines interventions ;
- Une difficulté particulière à coordonner l'intervention des professionnels comme celle des bénévoles ;
- Un déficit de continuité, parfois de cohérence et souvent de suivi des actions ;
- Des coûts de transport pénalisants pour les déplacements des uns vers les autres, les actions hors les murs, les sorties et les voyages.

➤ **Soutenir la parentalité, y compris des enfants de moins de 3 ans et de ceux de plus de 16 ans.**

Un constat :

Difficultés sociales, personnelles et familiales, diversité des référents culturels et des schémas éducatifs, méconnaissance des codes et des attendus de l'école, difficultés parfois à jouer tous les rôles attendus dans un contexte où la monoparentalité s'est très fortement développée : les parents, et singulièrement les « mamans solos » ont besoin de repères, d'informations et d'interlocuteurs pour assurer à leurs enfants de meilleures chances dans leur développement, leur éducation et leur scolarité, leur place future dans la société.

Des enjeux :

Accompagner des parents parfois en « souffrance » éducative, ne sachant où s'adresser pour recevoir aide ou soutien ;

Accompagner deux âges identifiés comme partenaires pour ce qui est du soutien à la parentalité : d'une part, les 0/3 ans, parce que beaucoup de choses se jouent pendant les 1000 premiers jours quant à leur développement psychosocial et parce que le lien entre les professionnels de la petite enfance et l'école ne se fait pas toujours ; d'autre part, les

16 / 25 ans, parce que le jeune peut avoir décroché ou plus ou moins rompu avec ses parents, être sorti de la relation éducative avec sa famille comme avec les structures à même de le prendre en charge.

Des besoins :

Les 16/ 25 ans sollicitent spontanément peu d'aides auprès des structures, ce qui est observable chez beaucoup de jeunes, a fortiori pour faire le premier pas en direction de structures nouvelles pour eux ;

Un manque de relais/reporting dans la connaissance des problèmes de comportement de certains jeunes, empêchant l'élaboration de réponses partagées.

- **Quelles actions mettre en place pour contribuer à l'engagement citoyen des jeunes et de leur famille ?**

Un constat :

Comme leurs aînés, les jeunes ont souvent du mal à saisir les contours de la citoyenneté, celle-ci étant pour eux assimilée et réduite au droit de vote. De même, ont-ils du mal à se dire « citoyens », à se sentir légitimes dans l'exercice de la citoyenneté ?

L'Enjeu :

Redéfinir et promouvoir l'engagement citoyen sous toutes ses formes, mais aussi réaffirmer que chacun, à son niveau, est capable « d'être citoyen », que cet engagement est à la portée du plus grand nombre, quelle que soit son extraction sociale ou son parcours scolaire.